

L'économie politique de la rente

 regards.fr/economie/les-economistes-ne-sont-pas-tous-des-sales-types-par-bernard-marx/article/l-economie-politique-de-la-rente
Bernard Marx

Philippe Askenazy, directeur de recherche au CNRS et professeur à l'Ecole Normale supérieure publie *Partager les richesses* [1], une version actualisée et plus percutante de *Tous rentiers ! Pour une autre répartition des richesses* [2] édité il y a trois ans. Le message lui-même est simplifié. Il ne s'agit plus que nous devenions tous rentiers, mais que le travail reconquiert des rapports de force et des revenus contre la rente.

Philippe Askenazy n'est pas un révolutionnaire. S'il se réfère à Jean Jaurès et à Rosa Luxemburg, c'est pour affirmer aussitôt qu'il veut « *remettre le capitalisme dans les rails du progrès et de l'émancipation* ». Mais l'économiste est néanmoins atterré par l'effondrement idéologique et politique de la social-démocratie ralliée à une gestion loyale sinon « progressiste » du capitalisme néolibéral et par ses collègues économistes-scientistes, dont les fables en naturalisent les règles de fonctionnement. Philippe Askenazy est l'un des initiateurs des Economistes atterrés. Il a été personnellement accusé dans le procès en sorcellerie et en négationnisme intenté en 2016 par les économistes André Zylberberg et Pierre Cahuc, « *quelqu'un qui ose tout et c'est à cela qu'on le reconnaît* », comme l'avait précisé Henri Sterdyniak.

La fable des inégalités naturelles

Philippe Askenazy cible un point clé : la théorie de la productivité marginale, c'est-à-dire l'idée que les inégalités de distribution « *primaire* » des revenus [3] seraient « *naturelles* ». Elles ne feraient que refléter la productivité de chacun. Chacun, qu'il ou qu'elle soit salariée, propriétaire, prêteur ou prêteuse d'argent, est payé pour sa contribution propre à la production des richesses. Les inégalités de distribution sont justes et efficaces, justes parce que efficaces, indiscutables et inattaquables. « *Souscrire à cette fable implique un défaitisme insidieux* », analyse l'économiste. Cela conduit à s'enfermer dans le piège d'un combat cantonné à une redistribution de plus en plus contradictoire des revenus via les impôts et les prestations sociales ou dans la promotion « *d'une illusoire égalité des chances... dans un monde où chacun sera entrepreneur de sa vie* ».

Le problème est que le mal s'est terriblement répandu. Thomas Piketty lui-même, explique Philippe Askenazy, naturalise le rendement du capital dans son analyse du creusement des inégalités et il s'en remet à une hypothétique taxe mondiale sur les hauts patrimoines. On a pu également vérifier les dégâts de cette véritable hégémonie culturelle jusque dans la révolte des gilets jaunes. D'un côté ceux-ci ont, au moins dans un premier temps, peu

revendiqué une augmentation des salaires. De l'autre, le faux grand débat a pu être organisé de telle sorte que « *la question ne sera pas posée* ». Et au bout du compte, certes provisoire, si 17 milliards environ ont été obtenus, il s'agit uniquement de redistribution [4].

Il faut sortir de cette impasse et remettre la distribution primaire des revenus au centre de la bataille contre les inégalités et pour un nouveau progrès social, plaide Philippe Askenazy. Il s'emploie donc à déconstruire une distribution des revenus qui doit peu à la nature et beaucoup à l'évolution du capitalisme.

La fabrique des rentes

Dans la distribution primaire des revenus, la baisse de la part des rémunérations du travail en Europe et aux USA est un fait établi : « *L'Europe et les États-Unis enregistrent une baisse de cette part (part des traitements, salaires, et cotisations sociales dans la valeur ajoutée) de même ampleur depuis 1980. Elle passe de 68% à 60% dans les pays européens et de 65% à 58% aux États-Unis, et ce en dépit de l'augmentation des cotisations sociales* », constate Sophie Piton. La cause principale est la hausse des profits distribués aux actionnaires qui ne s'explique pas par l'augmentation de la productivité du capital, mais par « *l'augmentation des marges que font les entreprises lors de la vente de leur production, soit l'écart entre leur prix de vente et leurs coûts de production* » et par le renforcement du pouvoir des actionnaires dans les entreprises.

Philippe Askenazy étend l'analyse. Le capitalisme actuel est le règne des rentes, c'est-à-dire « *des avantages qui peuvent être durablement accaparés par certains acteurs économiques (capitalistes, financiers, propriétaires, salariés, indépendants, entrepreneurs, États...) via des mécanismes économiques, politiques ou juridiques, qu'ils peuvent éventuellement influencer. Il peut s'agir de revenus monétaires mais aussi d'éléments non pécuniaires comme des conditions de vie, y compris celles du travail ou la reconnaissance sociale.* » S'il laisse de côté, de façon un peu surprenante, la financiarisation, Philippe Askenazy met en lumière d'autres voies et moyens essentiels de la production des rentes propres au capitalisme contemporain : d'une part son affranchissement de la menace communiste, d'autre part ce qu'il appelle « *le propriétaire* ». Le tout propriété favorise l'accaparement des rentes d'agglomérations territoriales via le foncier et l'immobilier. Il s'étend au droit de propriété sur les connaissances, les brevets, et les bases de données dont le rôle économique devient déterminant. Et il se répand de plus en plus jusque dans les services publics et la culture.

Insiders contre outsiders ?

Au sein même du monde du travail, la dégradation d'ensemble des rémunérations ne doit pas masquer le développement de certaines rentes. Encore faut-il viser les bonnes cibles et non pas les « insiders », les salariés en CDI ou les fonctionnaires sous statuts dont les « privilèges » feraient obstacle à l'emploi des exclus et des précaires. « *Fondamentalement,*

explique Philippe Askenazy, *l'approche insiders/outsiders impose une fable : le chômage ou le précarat ne résultent pas d'un conflit capital/travail mais d'un conflit entre travailleurs entre les insiders égoïstes et les outsiders victimes. Les employeurs sont de simples agents économiques neutres. Certes, ils cherchent à maximiser leurs profits, mais, optimalement, ils voudraient employer le plus grand nombre d'individus. Ils souhaiteraient simplement que les inégalités reflètent la productivité naturelle de chacun.* »

Une autre version très répandue de cette fable est celle de la polarisation des emplois. On constate effectivement que dans les pays développés l'emploi tend à progresser pour deux catégories de professions, celles qui sont le mieux et celles qui sont le moins bien rémunérées. Les couches moyennes salariées se réduisent sous le poids de la désindustrialisation, de la mondialisation et de la robotisation. Ici le récit, que Philippe Askenazy s'attache également à déconstruire, consiste à affirmer que les salaires dévalorisés des personnels de nettoyage, de santé, de livraison, de services à la personne sont justifiés par les prétendus faibles efforts et faibles productivités des « moins qualifiés ». On n'y trouvera effectivement aucune justification possible de la différence de revenus et de situation sociale entre une infirmière et un trader haute fréquence.

Remobiliser le travail

Pour inverser la vapeur et le cours des choses, Philippe Askenazy ne mise pas, mais alors pas du tout, sur le revenu de base, « *un terreau pour approfondir le néolibéralisme...un cheval de Troie contre la protection sociale et son éventuel pilotage paritaire... un moyen pour disposer de travailleurs "indépendants"* ». Il ne mise pas non plus beaucoup sur la hausse du SMIC, qui lui paraît être « *un outil macroéconomique trop faible car il ne bénéficie qu'au bas de la hiérarchie salariale* ».

Il pense que le monde du travail peut se remobiliser et que le syndicalisme peut recréer des rapports de force plus favorables y compris dans des secteurs a priori éloignés de ses bases industrielles anciennes. Il illustre son propos par des luttes réussies comme celle des chauffeurs de cars transportant les salariés des géants de l'internet dans la Silicon Valley, celle des aides-soignantes et infirmières aux États-Unis, ou celle des femmes de chambre des hôtels de luxe du « triangle d'or » à Paris. Ce sont, selon lui, des germes prometteurs qui pourraient prospérer plus facilement par des mobilisations communes tout au long des sous-traitances en chaîne.

Un autre axe prioritaire concernerait la lutte contre le propriétaireisme, qu'il faut faire reculer dans les idées et dans les faits. Dans le domaine du logement et de l'immobilier et dans celui de la propriété des brevets et des bases de données numériques. Vaste programme assurément !

Bernard Marx

Notes

[1] Philippe Askenazy : *Partager les richesses*. Odile Jacob, mai 2019

[2] Philippe Askenazy : *Tous rentiers Pour une autre répartition des richesses*. Odile Jacob, février 2016

[3] Les économistes appellent répartition primaire des revenus, la distribution directe de la richesse produite sous formes de revenus du travail (en premier lieu les salaires) et du capital (intérêts, dividendes, loyers...).

[4] A cet égard, Edwy Plenel me paraît aller un peu vite en besogne en exaltant « *les substantielles mesures économiques et sociales obtenues par la mobilisation entêtée des gilets jaunes – dont l'efficacité peut en remonter à l'impuissance des organisations syndicales* » (Un pouvoir incendiaire. Mediapart, 3 mai 2019).